

Discours du Recteur Jacky Lumarque
En introduction de la Conférence sur le thème :

***“Secteur privé des affaires et gouvernance institutionnelle :
opportunités, possibilités et limites.”***

Jeudi 6 août 2026
Université Quisqueya

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de commencer cette introduction en mettant en avant les critiques qui me sont parvenues à propos de l'initiative.

Première question : Pourquoi, en rapport avec la gouvernance et la planification stratégique, donner la parole au secteur privé, dont la vocation première est de défendre des intérêts économiques particuliers, au détriment parfois de l'intérêt général ?

Deuxième question : Quelle est cette idée de recourir à une expertise étrangère pour nous aider à repenser notre développement ? Où sont les ressources nationales ?

Voici ma réponse.

L'interrogation sur le rôle du secteur privé dans la gouvernance institutionnelle est légitime.

Il serait injuste de passer sous silence les responsabilités des élites haïtiennes dans nos difficultés actuelles.

Pendant deux siècles, les luttes de pouvoir ont souvent primé sur la construction institutionnelle, l'investissement dans le capital humain est resté insuffisant, et la corruption a fragilisé l'administration.

Trop souvent, l'État a été perçu comme un espace de captation de ressources plutôt que comme un bien commun.

Cela étant nous n'avons aucun complexe à affronter ces questions, à les mettre en débat, en étant prêt à accepter le dissensus. Cela fait partie de notre mission première comme universitaire.

Mais nous sommes aussi à l'aise pour en parler, parce que nous sommes aussi du secteur privé et nous avons traversé dans notre vécu l'ensemble des contraintes et des

obstacles que le milieu, en particulier l'Etat, oppose au développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat.

Notre université est le produit d'une alliance entre le secteur privé des affaires et des acteurs du monde académique. Deux groupes d'acteurs non habitués à se parler et nourris par des préjugés et une méfiance réciproque.

A ce moment-là nous avons qualifié cette expérience comme un accident de responsabilité sociale d'entreprise, à cause de son caractère inédit. Depuis lors, de nombreux accidents similaires se sont répétés, laissant croire que la description que nous nous faisons du secteur privé était sommaire et inconsistante.

Une des plus grandes leçons de l'expérience est que les agents de l'Etat n'aiment pas le secteur privé. Dans les affaires, comme dans le secteur social.

Investir, créer de la richesse, devenir riche soi-même en créant des biens et des services sont des notions suspectes au regard des pouvoirs publics.

C'est la raison pour laquelle l'initiative entrepreneuriale fait face à autant de lois, de règlements, de procédures et même de comportements (ce que j'ai appelé la réglementation spontanée) qui freinent son développement et son épanouissement.

On oublie que c'est la clé principale qui ouvre la voie à la corruption.

On tend aussi à oublier que ceux qui affaiblissent l'Etat et le rendent incapable de servir le bien commun, ce n'est pas le secteur privé mais ceux qui sont aux commandes de l'Etat.

Quant à la critique sur notre propension à solliciter l'expertise étrangère, il y a lieu d'y prêter attention. Surtout dans un domaine aussi régalien que la sécurité, par exemple.

Mais, c'est nous qui avons créé, de l'intérieur, les conditions qui bloquent la mobilisation de ressources internes adéquates. Il nous appartient de faire en sorte que nos universités s'engagent à produire des connaissances sur nous-mêmes et qu'ensemble avec, nos planificateurs et nos intellectuels, elles se positionnent au cœur de la réflexion sur la « nouvelle Haïti ».

En somme, il s'agit plutôt de réfléchir à la manière dont les initiatives privées peuvent contribuer, en partenariat avec les institutions publiques, à un projet collectif où l'intérêt général demeure la boussole.

Mais reconnaître ces faiblesses ne signifie pas condamner. Cela signifie appeler à une refondation collective, où les élites économiques et politiques assument pleinement leur rôle dans la construction d'un Etat responsable et légitime et d'une société qui

réapprend à créer de la richesse en s'engageant à réduire à un ensemble vide l'espace des exclus.

Zéro Moun Andeyò !

C'est l'intention qui préside à la conversation de ce matin.

Derrière cette intention et cette mobilisation, ancrée dans le registre du discours, y a-t-il des raisons d'espérer ?

Oui.

Malgré les crises, Haïti possède des atouts majeurs :

- Une diaspora mobilisée, riche en capital humain et en réseaux.
- Une jeunesse entreprenante, innovante et créative.
- Une société civile résiliente, capable d'auto-organisation et d'auto-régulation au point de pouvoir vivre même quand l'Etat devient zombie.
- Un secteur privé laborieux, qui a démontré sa compétitivité dans des environnements plus favorables ; même s'il a besoin d'être encouragé dans ses velléités pour devenir plus socialement responsable.
- Une position géographique stratégique, au carrefour des Amériques, où les marchés, la science et la plus haute technologie sont à portée de main.

Ces forces, si elles sont mobilisées dans un pacte national inclusif, peuvent devenir les moteurs d'une recomposition profonde.

Quoi faire alors ?

Sho Delat ?

Quelques idées, qui naissent de nos discussions, d'ailleurs en grande partie avec le secteur privé :

- Restaurer la sécurité et reconstruire des institutions crédibles : une police professionnelle, une armée solide avec une forte densité technologique, un système judiciaire affrontant radicalement l'impunité
- Investir massivement dans l'éducation et le capital humain à travers l'accès gratuit à l'école fondamentale, la formation professionnelle de courte durée, les universités professionnalisantes et l'intégration du numérique.

- Refonder une économie productive, moins dépendante des importations, en misant sur une agriculture modernisée, l'économie numérique et un tourisme culturel et historique.
- Décentraliser massivement afin de réduire la vulnérabilité de Port-au-Prince. Les 400 feuilles de route de sections communales développées par Quisqueya offrent une base solide pour penser un développement régional rapide et répondant aux demandes des populations locales.
- Mobiliser la diaspora comme partenaire stratégique pour la formation, les nouveaux investissements, le renforcement de capacités et l'insertion dans la chaîne des valeurs mondiales.
- Refonder la culture politique pour passer d'une logique de capture du pouvoir à une logique de service public.

La transition politique

En attendant de faire ces choses dans un horizon plus ou moins lointain, il faut organiser le sauve-qui-peut quotidien et surtout se préparer à affronter avec responsabilité la période qui s'ouvre avec les élections prévues pour décembre. Elle exigera des patriotes et des responsables politiques un sens élevé de l'État pour garantir une transition digne et inclusive. L'objectif n'est pas seulement de sortir du provisoire, mais de mettre en place une gouvernance équilibrée où les trois pouvoirs de l'État fonctionnent pleinement.

Conclusion

Pour conclure, la crise haïtienne n'est pas une fatalité. Elle est le résultat d'un héritage lourd, d'erreurs internes et de rapports internationaux asymétriques.

Mais l'histoire montre que des sociétés ayant connu la guerre civile ou l'effondrement institutionnel ont parfois réussi des transformations profondes.

Notre défi est de transformer l'énergie de survie et de résistance en capacité durable d'organisation collective. Cela demande de mobiliser toutes les énergies – publiques comme privées – pour construire enfin un pacte national inclusif.

C'est à cette conversation que nous vous invitons aujourd'hui, avec la conviction que l'avenir d'Haïti peut être réinventé par ses propres forces, dans la dignité et la responsabilité.

Je ne saurais assez remercier nos panélistes pour cette mobilisation rapide et spontanée en réponse aux questions et aux sollicitations que l'Université leur a soumises. L'éclairage qu'ils se proposent d'apporter à ces questionnements nous

incitera à aller plus loin dans l'exploration et la mise en débat des grandes questions auxquelles notre société fait face aujourd'hui.

Merci aussi à vous, chers participants, ceux en ligne et spécialement ceux qui ont fait le déplacement.

Bonnes discussions !